Editorial d'« Eléments », juillet 2011

LE MODELE TURC

Personne n'avait prévu le « printemps arabe », mais on l'a beaucoup commenté. On a glosé sur la « chute des dictatures », l'aspiration à la liberté de peuples enfin redevenus maîtres de leur destin. On a insisté sur l'importance des questions économiques et sociales, sur lesquelles les Occidentaux étaient jusque là restés aveugles. On a prédit un « retour à la démocratie », celle-ci étant évidemment conçue sur le modèle occidental. On a dit enfin que les Américains seraient désormais obligés de prendre en compte la « rue arabe », dont ils se moquaient totalement jusque là. Tout cela reste à vérifier.

Ce qui est vrai, c'est que les Tunisiens et les Egyptiens ne supportaient plus le pillage de l'Etat par les cartels et les clans familiaux au pouvoir, le despotisme et l'autoritarisme sans bornes des dirigeants politiques, la corruption généralisée et le détournement des biens communs. Mais le peuple a-t-il bien été l'acteur principal de ces manifestations de colère ? Les révoltes ont été fortement citadines et bourgeoises, peu ouvrières ou paysannes. C'est plutôt à des « émeutes de la frustration » (Olivier Roy) que l'on a assisté. Et le facteur décisif a été l'appui de l'armée, appui si net que l'on peut se demander si les « révolutions populaires » n'ont pas été aussi des coups d'Etat militaires déguisés.

On ne doit pas non plus se dissimuler les profondes différences de situation qui continuent d'exister dans le monde arabe. Le fait le plus marquant est la disparition des mouvements se réclamant d'un nationalisme laïc, à la façon du socialisme national d'un Gamal Abdel Nasser ou du baasisme syro-irakien. Dès les années 1950 et 1960, les Etats-Unis, qui s'inquiétaient de leurs positions « prosoviétiques », se sont employés à les faire reculer au profit de mouvements islamistes jugés moins dangereux. Le soutien apporté aux extrémistes islamistes lors de l'occupation russe de l'Afghanistan, puis la promotion active du salafisme et du wahhabisme séoudien par les monarchies pétrolières du Golfe, enfin l'élimination du régime laïc de Saddam Hussein, ont représenté les étapes principales de cette politique. Les islamistes se sont ensuite, dans certains cas, retournés contre leurs protecteurs, mais le nationalisme laïc n'est pas réapparu.

L'ancien islamisme, cependant, ne fait plus recette non plus. Contrairement à ce que certains prédisaient, les islamistes n'ont d'ailleurs pas été à la pointe du mouvement du printemps dernier. Certes, dans les sociétés arabes, l'affirmation identitaire reste profondément liée à la pratique religieuse et à la dimension sociale de l'islam. Mais c'est à un islam différent qu'elles se réfèrent désormais. Un islam délivré du vocabulaire halluciné de l'espérance eschatologique du djihadisme comme du littéralisme wahhabite. La nouvelle génération veut moins un islam politique qu'une islamisation conservatrice de la société. Elle reste fermement musulmane, mais elle a aussi constaté l'échec du néofondamentalisme, que ce soit en Arabie séoudite ou en Iran. Ben Laden n'est plus depuis longtemps un modèle, et

les Frères musulmans, en Egypte, sont eux-mêmes des conservateurs-libéraux, adeptes de valeurs conservatrices et d'un « islam de marché ».

Le concept d'Etat islamiste n'étant plus à l'ordre du jour, c'est la voie turque qui se profile à l'horizon. Le pays qui sert désormais de référence, c'est en effet la Turquie d'Erdogan et le parti islamique modéré qui dirige ce pays depuis huit ans. Proche à la fois de la Russie et de l'Iran, la Turquie, dont le poids au Moyen-Orient n'a cessé de croître depuis qu'elle a pris ses distances vis-à-vis de l'Amérique et affiché son hostilité à l'encontre de la politique israélienne, apparaît aujourd'hui comme un exemple de mariage réussi entre islam et démocratie, tandis que le redéploiement « néo-ottoman » (« touranien ») de sa diplomatie, aujourd'hui sortie de son ancienne tutelle militaire, inquiète les chancelleries occidentales.

Les Etats-Unis s'intéressent d'abord aux retombées du réveil arabe sur l'ordre géopolitique. Hosni Moubarak était, avec Israël, un pilier de leur politique régionale depuis trente ans. La Tunisie de Zine el-Abbidine Ben Ali leur était favorable, tout comme le régime de Saleh au Yémen. Il s'agit maintenant pour eux de retrouver les moyens de contrôler la région, le problème étant de s'assurer que les nouvelles équipes dirigeantes ne remettront pas en cause leur alliance avec Washington, leur soutien aux accords de Camp David de 1978, ni leur opposition au régime de Téhéran.

Les Etats-Unis et l'Union europénne vont s'y employer à leur manière habituelle : en achetant leurs alliés. La volonté affichée par le G20 d'« accompagner » les réformes en cours par une aide financière est à cet égard parlante : il s'agit de fidéliser une clientèle nouvelle à coups de dollars et d'euros. C'est aussi dans ce contexte qu'il faut interpréter le soutien américain à l'absurde guerre contre la Libye, cette guerre sans objectifs définis concoctée dès novembre 2010 par les Français et les Britanniques, qui a conduit les Occidentaux à s'immiscer dans une querelle tribale – entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque – dont aucun des protagonistes ne constituait pour eux la moindre menace, sans oublier les opérations de déstabilisation du régime syrien et la répression par les troupes spéciales saoudiennes des émeutes populaires chiites à Bahreïn.

Pour reconquérir la région, les Etats-Unis disposent de deux alliés de poids : Israël et l'Arabie séoudite (en particulier, chez les Séoudiens, les gérontocrates du clan Sudairi). Mais le pays-clé, c'est évidemment l'Egypte, le pays plus peuplé et l'épicentre stratégique du monde arabe. Que l'Egypte bascule dans un sens ou dans un autre, et toute la région en sera affectée. C'est ce dont s'inquiète Israël. L'Etat juif a longtemps pu compter avec le soutien de fait des deux grandes puissances régionales que sont l'Egypte et la Turquie. Mais la Turquie a viré de bord, et l'Egypte, dont l'avenir est incertain, pourrait bien succéder à l'Iran comme principale source de cauchemar pour les Israéliens.

Toute la question, maintenant, est donc de « savoir comment les mouvements actuels pourront résister aux récupérations de toutes sortes, voire aux contre-révolutions » (Georges Corm). « On osa jusqu'à la fin, parce qu'on avait osé d'abord », disait Saint-Just à propos de la Révolution de 1789. Mais les révolutionnaires français savaient au moins ce qu'ils voulaient. L'anonyme « printemps arabe », qui n'a pour l'instant fait émerger aucune idée neuve, aucune figure capable de remplir le vide du pouvoir, aucune classe intellectuelle capable de théoriser ses aspirations, osera-t-il « jusqu'à la fin » ? On peut en douter. Les révoltes permettront à de nouvelles générations d'accéder au pouvoir, pas forcément de changer de régime.

Le monde arabe moderne est né en 1916, quand les populations du Proche-Orient se sont soulevées contre les Turcs ottomans, maîtres de la région depuis le début du XVIe siècle. Depuis cette date, les « printemps arabes » se sont succédé, mais l'« indépendance » proclamée le 5 juin 1916 à La Mecque est toujours restée un rêve. On attend encore qu'il puisse se concrétiser.

Alain de BENOIST